

NOTE	Compte rendu de la rencontre du CLORA du 15 juin 2010 : « Coordonner le soutien de l'Europe pour la refondation du système universitaire et de recherche en Haïti »
Date	06/07/2010
Auteur(s)	Patrice Cayré (IRD) et Eric FOUCHER (CPU)
Référence	2010/26

Messieurs:

Judikaël REGNAUT, Adjoint au Sous-directeur des Relations Internationales (Afrique, Amérique et Asie) de la Direction des Relations Européennes et Internationales et de la Coopération (DREIC) au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR),

Et

Georges DE NONI, Directeur du Centre de Recherche IRD « France-Nord », Chargé de mission de l'AIRD pour Haïti, Directeur de Recherche.

Sont venus présenter l'initiative française pour la reconstruction du système universitaire et de recherche en Haïti. Cette présentation avait un objectif informatif, mais elle répondait avant tout au souhait d'inscrire cette initiative française dans une démarche européenne, en la coordonnant avec d'autres initiatives similaires ou en l'intégrant aux initiatives européennes de l'UE.

En effet, face à de tels enjeux et à leur importance à long terme, seule une opération d'envergure, fédérée au niveau de l'Europe, permettra de répondre aux besoins très importants d'Haïti.

Etat des lieux :

300.000 morts sur les 10 millions d'habitants, le séisme a durement touché les universités. Mais le système universitaire et la recherche étaient en grande difficulté avant ce drame : fragmentation des universités en Haïti : 200 universités, 50.000 étudiants, recherche peu développée... Mais seulement 8 universités accréditées dont l'université d'État d'Haïti. Les cursus très généralistes s'arrêtent très souvent au niveau de la licence alors que les étudiants souhaitent la mise en place de masters et de doctorats.

Présentation de l'initiative de la France

Dans ce contexte, la MIRH[1] du MAEE[2], la DREIC[3] du MESR[4] et l'AIRD[5] se sont associées pour fédérer les principaux opérateurs français. La coordination

[1] MIRH : Mission Interministérielle de Reconstruction en Haïti

[2] MAEE : Ministère des Affaires Étrangères et Européennes

[3] DREIC : Direction des relations européennes et internationales et de la coopération

[4] MESR : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

française de l'aide pour éviter les doublons d'initiatives et aller au-delà de l'urgence, a été la première étape de cette initiative avant de passer à celle plus ambitieuses d'une coordination européenne.

C'est donc d'abord, l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche français qu'il a fallu mobiliser. Ce fut l'initiative et la demande de Madame Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, que soit élaborée une intervention coordonnée pour la reconstruction du système d'enseignement supérieur et de la recherche d'Haïti, suite au séisme du 12 janvier 2010.

La ministre a mandaté Michel Laurent, Président de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), au titre de la fonction d'agence (AIRD) de coordination Inter Établissements de la Recherche pour le Développement, pour animer et coordonner la mise en place de l'initiative. C'est à ce titre de coordinateur, que M. Georges De Noni (IRD) est venu à Bruxelles présenter l'opération. Il s'agit de mettre en cohérence différents projets visant la reconstruction du dispositif de recherche et d'enseignement supérieur d'Haïti selon de 3 grands axes :

- L'accueil d'étudiants haïtiens supplémentaires en France ;
- la mise en place d'un enseignement à distance ;
- une aide à l'ingénierie d'une refondation du système d'enseignement supérieur et de recherche.

Le Comité d'action et les principaux objectifs de l'initiative

Un Comité d'action Franco-haïtien a été créé qui implique directement le Ministère haïtien de l'éducation et les recteurs universitaires en Haïti (création du Conseil National des Recteurs)... Les actions entreprises consistent en :

- accueil à terme en France de 700 étudiants haïtiens; d'ores et déjà les universités sous l'impulsion de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) ont mis à disposition des bourses permettant dès cette année l'accueil d'environ 230 étudiants haïtiens,
- l'enseignement numérique à distance, avec la mise en place d'un consortium qui regroupe notamment l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), du Centre national d'études spatiales (CNES), du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM), du Centre national d'enseignement à distance (CNED), d'universités- en particulier celles de Lyon 1, Lyon 2 et Paris 6. Il s'agit de répondre aux besoins sur place et d'éviter la fuite des cerveaux. Ces organismes se sont engagés à faire don des ressources pédagogiques et techniques aux partenaires haïtiens. Cette offre comprend également un volet de tutorat impliquant l'accueil et la formation d'enseignants en France et la présence récurrente de professeurs français en Haïti.

^[5] AIRD : Agence Inter-Établissements de Recherche pour le Développement

- l'organisation d'ateliers de recherche pour refonder des écoles doctorales et des laboratoires de recherche.
- Création d'une élite et d'un corps enseignants sur place (formation de 1000 Maîtres de conférences en 10 ans) en s'appuyant sur un système d'enseignement numérique.
- Refonder les structures universitaires (gouvernance, nouvelles universités) et accréditer les cursus LMD
- Mettre en place un système de diplômes co-habilités par les Universités et établissements d'enseignement en Haïti et en France.

Des priorités thématiques haïtiennes

L'objectif d'ensemble de l'action est plutôt celui de refondation plutôt que de reconstruction. La recherche et l'enseignement sont fondamentaux pour développer les compétences haïtiennes propres permettant de répondre, par la connaissance, aux défis sociétaux et économiques majeurs qui sont les siens. Ils contribuent aussi à rééquilibrer l'aménagement du territoire en évitant les trop fortes concentrations urbaines dans la capitale notamment.

En matière de recherche et de renforcement des capacités haïtiennes à les traiter à moyen et long terme, les thématiques suivantes ont été retenues :

- La sécurité alimentaire et l'agronomie (Haïti importe 60% de ses besoins alimentaires, notamment le riz en provenance des États-Unis)
- Prévention et prévision des risques (séisme, cyclone, inondations.)
- Génie urbain
- Hydrologie
- SHS
- Pêche
- Mathématiques

Vers un plan européen ?

La France est intervenue en urgence et les financements identifiés sont plus que significatifs dans la période de crise actuelle. Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a réservé 60 millions d'euros, l'IRD, au nom de l'AIRD, a injecté 300 KEuros de crédit d'amorçage ; on estime à environ 500 millions d'euros le cout des bourses et accueils d'étudiants de différents niveaux pendant les 10 prochaines années.

Si les acteurs français ont réagi avec vélocité, cela est notamment dû à l'appartenance d'Haïti à l'espace francophone et à la proximité avec les Département français des Antilles et de Guyane. Aujourd'hui, l'objectif est d'intégrer cette démarche dans un cadre européen, via l'aide publique au développement de l'UE. Les Haïtiens eux-mêmes demandent « plus d'Europe ».

Les besoins sont en effet importants. A ceux évoqués plus haut, il faut ajouter le coût de la reconstruction des bâtiments eux-mêmes et des infrastructures qui semble plus à la portée de l'UE. Les Directions Générales de la recherche et DG DEV de l'UE devraient pouvoir faciliter la coordination entre les Etats membres.

La présence à cette rencontre de représentants de la DG DEV en charge du développement, de la DG agriculture, de la DG Recherche, et leur participation active aux débats montre bien la réactivité de la Commission. Ces représentants sont soucieux dans un premier temps de prendre connaissance de l'ensemble des initiatives existantes pour Haïti.

Une mobilisation des services de Madame Ashton, Haute représentante de l'UE aux Affaires Internationales, est indispensable pour donner l'impulsion politique qui permettra de mobiliser l'ensemble des DG et d'organiser la coordination souhaitée des initiatives européennes et leur visibilité internationale.